



Nantes le 20 septembre 2022

Réduction drastique des Actions Educatives Ligériennes : un coup de massue pour les projets pédagogiques, contre les lycéen.nes ligérien.nes

Quelques jours après la rentrée, les équipes pédagogiques des lycées et CFA ligériens viennent d'apprendre (mais pas encore officiellement) que nombre de thèmes/dossiers des actions éducatives ligériennes seront soit fortement réduits ou pire tout simplement supprimés.

Ce sera notamment le cas de l'opération "les jeunes ont du talent et s'exposent" ou encore sur les actions en lien avec la transition écologique et énergétique ou encore « Esprit d'engagement : civisme et valeurs de la République » ou encore « Esprit d'entreprendre : ouverture aux entreprises et richesses des territoires ». Sans ces financements, il va être impossible pour nombre d'équipes de proposer une ouverture culturelle aux lycéen.nes, notamment dans les lycées professionnels et dans certains territoires (une véritable double peine suit à l'augmentation des coûts des transports). Même les PRADT (Projets Régionaux d'Animation et de Développement des Territoires) seraient remis en cause, nous n'avons pour l'instant aucun élément officiels sur le maintien de ce dispositif .

Nos organisations syndicales SNES-FSU, SNETAP-FSU et SNUEP-FSU dénoncent le choix budgétaire (non assumé ?) qui conduit à réduire très fortement les Actions Educatives Ligériennes. Cette annonce n'a jamais été faite aux équipes. Certaines ont même déjà lancé des projets ou construit leur progression autour de certaines actions, façon de travailler demandée par les AEL eux-mêmes. C'est un coup sans précédent aux actions pédagogiques diversifiées mises en place dans les établissements. Depuis de nombreuses années, ces AEL constituaient un atout majeur dans la mise place de la pédagogie de projet, dans l'ouverture culturelle, artistique au service des lycéen.nes ligérien.nes. C'est un coup également pour les acteurs culturels et associatifs, acteurs-partenaires de ces projets.

Par le présent communiqué, nous demandons aux élus régionaux de revenir sur leur décision, nous sollicitons les élus de la commission Jeunesse, emploi, formations, lycée et orientation et la Direction des Lycées pour une rencontre.

Nelly HERVOUET et Jeffrey-Gaylord REMAUD , SNES-FSU

Cécile CHENE, SNUEP-FSU

Virginie JADEAU et Yoann VIGNER , SNETAP-FSU